



RÉSUMÉ DE

L'Enquête sur le financement et la croissance des petites et moyennes entreprises



2020

L'Enquête sur le financement et la croissance des petites et moyennes entreprises de 2020 vise à déterminer les types de financement utilisés par les petites et moyennes entreprises (PME) et à recueillir des données sur les tentatives récentes des PME pour obtenir du nouveau financement. En outre, l'enquête permet de recueillir des données touchant la croissance des PME, les activités associées à la croissance et les caractéristiques des entrepreneurs.

Le questionnaire de l'enquête de 2020 a été adapté de ceux utilisés pour les versions précédentes de *L'Enquête sur le financement et la croissance des petites et moyennes entreprises* (2011, 2014 et 2017) et des questionnaires utilisés pour *L'Enquête sur le financement des petites et moyennes entreprises* (2000, 2004 et 2007).

Les principaux résultats de *L'Enquête sur le financement et la croissance des petites et moyennes entreprises* de 2020 sont décrits ci-dessous. Les tableaux de données fournissent des statistiques détaillées selon les caractéristiques de l'entreprises telles que la taille de l'entreprise, l'industrie et le statut d'innovation, ainsi que les caractéristiques du propriétaire et du décideur principal comme le sexe et la scolarité.

Les tableaux de 2020 présentent une grande variété de nouvelles statistiques. Certaines des répercussions de la pandémie de COVID-19 sur les PME sont reflétées dans les statistiques sur la durée des fermetures temporaires et sur les PME qui ont reçu du financement par le biais du Compte d'urgence pour les entreprises canadiennes¹. Les tableaux offrent également de nouvelle information sur les technologies de pointe et les secteurs de la fabrication de pointe, l'adoption des technologies de pointe, les types de minorité visible, les entreprises sociales et le statut d'entreprise individuelle. De plus, de nouveaux tableaux croisés sont présentés, notamment les PME qui ont utilisé le commerce électronique, ont entrepris des activités commerciales internationales ou ont eu l'intention de conquérir de nouveaux marchés.

¹ Étant donné que *L'Enquête sur le financement et la croissance des petites et moyennes entreprises* est une enquête annuelle transversale menée aux trois ans, plusieurs des impacts de la pandémie sur les PME vont au-delà du champ d'application de cette dernière. Par contre, l'enquête capture quelques éléments d'intérêt qui se situent dans le champ d'application de l'enquête : la durée de la fermeture temporaire des entreprises et si une entreprise a demandé des mesures gouvernementales de soutien d'urgence telles que le Compte d'urgence pour les entreprises canadiennes et la Subvention salariale d'urgence du Canada.

SOMMAIRE DES RÉSULTATS

Pandémie de COVID-19

En mars 2020, les interventions du gouvernement liées à pandémie de COVID-19 qui ont été mises en œuvre à travers le Canada ont eu un impact significatif sur les entreprises, en particulier sur les PME. Ainsi, 33 % des PME ont fermées temporairement au cours de l'année, en moyenne 12 semaines. Les petites entreprises en contact avec le public telles que celles du secteur des services d'hébergement et de restauration et du secteur des autres services étaient plus susceptibles de fermer temporairement en raison de la pandémie.

Un soutien gouvernemental important, tel que le [Compte d'urgence pour les entreprises canadiennes](#) (CUEC) et la [Subvention salariale d'urgence du Canada](#) (SSUC), a été mis à la disposition des entreprises tout au long de 2020². Plus de trois quart des PME ont fait une demande pour au moins un type de financement gouvernemental³, tel que le CUEC ou la SSUC, avec un taux d'approbation de 98 %. La plupart des PME qui ont fait une demande de financement gouvernemental ont fait une demande pour CEBA (86 % des PME) ou pour SSUC (59 %)⁴.

Caractéristiques du financement

En 2020, 82 % des PME ont demandé un financement externe. Soixante-seize pour cent de toutes les PME ont demandé du financement gouvernemental, 24 % ont demandé un crédit commercial, 16 % ont demandé du financement par emprunt, 6 % ont demandé un financement par location-acquisition et 1 % ont demandé un financement par actions⁵.

Ces résultats tranchent avec ceux des enquêtes précédentes où environ 50 % ou moins des PME ont demandé du financement externe et où le financement par emprunt était le type de financement externe le plus fréquent ou le deuxième plus fréquent. Pas plus de 6 % des PME demandaient du financement gouvernemental. Les différences entre les résultats de l'enquête de 2020 et ceux des enquêtes qui précèdent soulignent l'ampleur des impacts de la pandémie de COVID-19 sur les PME⁶.

En 2020, sur les 18 % de PME qui n'ont pas demandé de financement, 87 % ont répondu ne pas en avoir

2 Le [Compte d'urgence pour les entreprises canadiennes](#) offrait des prêts sans intérêts pouvant aller jusqu'à 60 000 \$ avec possibilité de remise partielle. La [Subvention salariale d'urgence du Canada](#) subventionnait directement les salaires des employés aux employeurs ayant subi des baisses de revenus significatives au cours de la pandémie.

3 Dans ce texte, le terme financement gouvernemental fait référence aux subventions gouvernementales, subventions, prêts garantis par le gouvernement ou contributions non remboursables.

4 Les PME peuvent avoir demandé plus d'un type de financement gouvernemental.

5 Les PME peuvent avoir demandé plus d'un type de financement externe.

6 Veuillez noter que puisque l'enquête n'a pas été conçue explicitement pour des comparaisons à travers les années ou par rapport aux enquêtes antérieures, toutes comparaisons doivent être faites avec prudence. En particulier, il est impossible de dissocier les changements qui sont dus à des événements exogènes tels que la pandémie, de ceux dus à la méthodologie et à l'erreur d'échantillonnage. Néanmoins, la pandémie a été clairement un facteur important dans ces différences.

besoin. Quatre pour cent des PME qui n'ont pas demandé de financement ne connaissaient pas les sources de financement disponibles aux entreprises, 3 % étaient des emprunteurs découragés (c. à d., qu'ils croyaient que leur demande serait rejetée), 1 % considéraient que la demande de financement était trop difficile ou prendrait trop de temps et 1 % estimaient que le financement serait trop coûteux⁷.

Avec un taux d'approbation de 98 %, presque toutes les PME qui ont fait une demande de financement gouvernemental ont vu leur requête être approuvée, indépendamment de leur taille (tableau 1). Les petites PME (1 à 4 employés) et les grandes PME (100 à 499 employés) étaient moins susceptibles de demander un financement gouvernemental. Le montant moyen de financement gouvernemental attribué augmente avec la taille de l'entreprise.

TABLEAU 1: TAUX DE DEMANDE DE FINANCEMENT GOUVERNEMENTAL ET TAUX D'APPROBATION SELON LA TAILLE DE L'ENTREPRISE, 2020

	Taux de demande	Taux d'approbation	Montant moyen de financement accordé
	%	%	\$
Toutes les PME	75,9	98,2	69 614
Taille des entreprises (nombre d'employés)			
1-4	68,5	97,7	46 262
5-19	86,4	98,7	53 469
20-99	84,6	98,7	138 309
100-499	75,0	97,7	648 798

Les résultats pour le financement gouvernemental tranchent avec les demandes pour les autres types de financement tels que le financement par emprunt, qui est le type de financement le plus demandé par les grandes entreprises et le plus approuvé.

⁷ Les 5 % restants des PME qui n'ont pas demandé de financement n'ont pas précisé la raison pour laquelle elles ne l'ont pas fait.

Caractéristiques des propriétaires

En 2020, la plupart des PME étaient détenues par des hommes : 69 % étaient détenues majoritairement par des hommes, 17 % étaient détenues majoritairement par des femmes et 14 % étaient détenues à part égales par des hommes et des femmes. Cette dernière statistique est plus petite que celle observée dans les enquêtes antérieures⁸.

Les membres d'une même famille, les minorités visibles, les Autochtones et les personnes handicapées détenaient une participation majoritaire respectivement de 34 %, 9 %, 1 % et 1 % des PME.

Les décideurs principaux⁹ des PME avaient tendance à être plus âgés, 62 % ayant 50 ans ou plus, d'être bien établis au Canada, 71 % étant nés au Canada et les 29 % restants, nés à l'étranger, résidant au Canada en moyenne depuis 27 ans. De plus, ils sont expérimentés, 75 % ayant 10 ans ou plus d'expérience comme gestionnaire ou propriétaire et sont hautement scolarisés, 70 % ayant obtenu un diplôme ou grade postsecondaire.

Destinations des ventes

En 2020, 12 % des PME ont exporté, dont 38 % ont exporté des biens, 45 % des services et 18 % ont exporté des biens et des services.

Quatre-vingt-quatre pour cent des PME exportatrices ont vendu aux États-Unis, 19 % aux pays européens (à l'exclusion du Royaume-Uni), 15 % au Royaume-Uni, 12 % en Chine, 10 % aux pays asiatiques (à l'exclusion de la Chine, de l'Inde et du Japon), 7 % aux pays d'Amérique latine (sauf au Mexique et au Brésil), 6 % au Mexique, 5 % au Japon et 4 % en Inde¹⁰. Sur les 88 % de PME qui n'ont pas exporté, 87 % n'ont pas exporté en raison de la nature locale de leurs activités.

Plus de 14 % des PME exportatrices ont considéré n'avoir pas rencontré d'obstacles majeurs à l'exportation (par exemple, des obstacles administratifs, frontaliers, logistiques, de connaissance du marché, de propriété intellectuelle ou de financement). Par contre, la proportion des PME qui ont répondu que les obstacles frontaliers et logistiques étaient des obstacles majeurs était plus élevée que celle des années antérieures¹¹.

⁸ La somme des pourcentages est plus grande que 100 % en raison de l'arrondissement. Voir note ci-dessus concernant la prudence avec laquelle on doit traiter toute comparaison des estimations avec celles des enquêtes antérieures.

⁹ Le décideur principal désigne généralement le propriétaire majoritaire (48 %) ou le président (30 %) de l'entreprise.

¹⁰ Dix-neuf pour cent des PME exportatrices l'ont fait vers d'autres destinations. Veuillez noter que les PME exportatrices peuvent avoir exporté vers plus d'une destination.

¹¹ Voir note ci-dessus concernant la prudence avec laquelle on doit traiter toute comparaison des estimations avec celles des enquêtes antérieures.

De nombreuses PME ont vendu à l'extérieur de leur marché local, dont 49 % à l'extérieur de leur municipalité ou région et 22 % à d'autres provinces ou territoires (tableau 2). Les grandes PME étaient plus susceptibles de vendre au-delà de leurs marchés locaux et d'exporter. De même, les grandes PME avaient une proportion plus élevée de ventes à l'extérieur de leur zone locale que les plus petites PME.

TABLEAU 2: DESTINATIONS DES VENTES SELON LA TAILLE DE L'ENTREPRISE, 2020

	Dans la municipalité ou région	À l'extérieur de la municipalité ou région, mais dans la province ou territoire	Dans le reste du Canada	À l'extérieur du Canada (ventes à l'exportation)
Propension (Pourcentage des entreprises)				
Toutes les PME	90,9	49,4	21,6	12,1
Taille des entreprises (nombre d'employés)				
1-4	89,0	44,3	18,2	10,7
5-19	94,4	54,4	23,2	11,7
20-99	91,5	59,4	30,2	17,0
100-499	85,3	62,7	48,4	36,1

Caractéristiques de croissance

Soixante-deux pour cent des PME ont déclaré une croissance annuelle moyenne positive de leurs ventes ou de leurs revenus entre 2018 et 2020. En particulier, les ventes de 30 %, 15 %, 7 %, 3 % et 7 % des PME ont augmenté respectivement de 1 à 5 %, 6 à 10 %, 11 à 15 %, 16 à 19 % et 20 % ou plus par an. Les ventes de 18 % des PME n'ont pas augmenté, tandis que celles de 21 % des entreprises ont diminué¹².

La proportion des PME ayant déclaré une croissance négative des ventes était relativement plus élevée que celle des enquêtes antérieures, tandis que la proportion des PME ayant déclaré aucune croissance ou une croissance positive était plus petite¹³.

¹² La somme des pourcentages est plus grande que 100 % en raison de l'arrondissement.

¹³ Voir note ci-dessus concernant la prudence avec laquelle on doit traiter toute comparaison des estimations avec celles des enquêtes antérieures.

En 2020, l'obstacle le plus courant à la croissance était l'augmentation du coût des intrants (selon 31 % des PME), le recrutement et le maintien en poste d'employés qualifiés (28 %) et la pénurie de main-d'œuvre (25 %). Parmi les autres obstacles majeurs à la croissance, mentionnons les fluctuations de la demande des consommateurs (23 % des PME), les taux d'imposition des sociétés (18 %), le maintien de liquidités suffisantes ou la gestion des dettes (18 %) et la réglementation gouvernementale (17 %). Dix pour cent des PME considéraient l'obtention de financement comme un obstacle majeur à leur croissance.

Activité d'innovation, propriété intellectuelle et adoption de la technologie de pointe

Vingt-huit pour cent des PME ont introduit au moins un type d'innovation entre 2018 et 2020 (tableau 3). Seize pour cent ont introduit une innovation de produit, 9 % une innovation de commercialisation, 9 % une innovation organisationnelle et 8 % une innovation de processus.

Seize pour cent des PME détenaient des droits de propriété intellectuelle. Dix pour cent prenaient part à des accords de non-divulgence¹⁴, la propriété intellectuelle la plus couramment détenue. Sept pour cent des PME détenaient des marques de commerce, 2 % des secrets commerciaux, 1 % des brevets et 1 % des dessins industriels.

La proportion des PME qui ont introduit des innovations et la proportion des PME qui détenaient des droits de propriété intellectuelle en 2020 étaient inférieures à celles des enquêtes antérieures et ce, pour toutes les tailles d'entreprises¹⁵.

Trente-quatre pour cent des PME ont adopté au moins un type de technologie de pointe entre 2018 et 2020. Quatorze pour cent ont adopté des technologies de veille stratégique, 11 % ont adopté des systèmes de sécurité ou d'authentification de pointe, 8 % des technologies de manutention, de chaîne d'approvisionnement et de logistique, 8 % des technologies de conception ou de contrôle de l'information, 7 % des systèmes intégrés liés à l'Internet des objets, 5 % des technologies propres et 4 % des technologies de transformation ou de fabrication¹⁶. Cinquante-neuf pour cent des PME avaient une présence en ligne en 2020, plus communément un site Internet (83 %) ou des comptes de médias sociaux (66 %)¹⁷.

Les grandes PME étaient plus susceptibles que les petites PME d'innover, de détenir de la propriété intellectuelle et d'adopter de la technologie de pointe.

¹⁴ D'après l'enquête, un accord de non-divulgence est un contrat juridique entre au moins deux parties qui décrit des documents, des connaissances ou des renseignements que les parties souhaitent partager entre elles à certaines fins, mais qu'elles ne veulent pas communiquer à des tierces parties.

¹⁵ Voir note ci-dessus concernant la prudence avec laquelle on doit traiter toute comparaison des estimations avec celles des enquêtes antérieures.

¹⁶ Les PME peuvent avoir adopté plus d'un type de technologie. Veuillez noter que la liste des technologies de pointe utilisée dans cette enquête diffère de manière importante de celle utilisée en 2017, afin de refléter les changements dans les technologies considérées comme de pointe.

¹⁷ Les PME peuvent avoir plus d'un type de présence en ligne.

TABLEAU 3: INNOVATION, PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE ET ADOPTION DE LA TECHNOLOGIE DE POINTE, SELON LA TAILLE DE L'ENTREPRISE, 2020

	A introduit au moins un type d'innovation (2018 à 2020)	Possédait au moins un type de propriété intellectuelle (en décembre 2020)	A adopté au moins une technologie de pointe (2018 à 2020)
	%	%	%
Toutes les PME	28,4	15,5	33,7
Taille des entreprises (nombre d'employés)			
1-4	22,7	10,8	27,6
5-19	33,5	17,1	37,6
20-99	44,4	33,4	49,8
100-499	47,0	54,1	64,1

Méthodologie

La population cible de l'enquête était les PME du secteur privé, à but lucratif, employant entre 1 et 499 personnes et générant plus de 30 000 \$ en revenus annuels en 2020. L'enquête de 2020 a été réalisée en utilisant un nouveau type de collecte de données : le questionnaire électronique. Les enquêtes antérieures ont été réalisées en utilisant le programme de surveillance des interviews sur place assistées par ordinateur. La population cible de plus de 859 000 PME a été stratifiée selon la géographie, l'emploi et l'industrie, et des échantillons aléatoires ont été choisis dans ces strates afin de produire des estimations représentatives. L'enquête a été menée par Statistique Canada d'avril à août 2021. La taille de l'échantillon était de 19 283 PME. Pour la population cible le taux de réponse a été calculé comme étant de 56 %.

Notes

Pour obtenir de plus amples renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes ou la qualité des données de l'enquête, communiquez avec Statistique Canada (au numéro sans frais 1-800-263-1136; STATCAN.infostats-infostats.STATCAN@canada.ca).

Pour de plus amples renseignements sur des sujets de recherche connexes et des ensembles de données, consultez le site Web [Recherche et statistiques sur les PME](#) ou communiquez avec [Lyming Huang](#) ou [Patrice Rivard](#) de la Direction générale de la petite entreprise.

Remerciements

La Direction générale de la petite entreprise tient à remercier ses nombreux partenaires pour leur contribution. Nous sommes particulièrement reconnaissants à l'équipe du Centre des projets spéciaux des entreprises de Statistique Canada pour le rôle qu'elle a joué dans l'élaboration et la réalisation de l'enquête; ainsi que pour le financement de l'enquête et la collaboration avec nos partenaires d'Innovation, Sciences et Développement économique Canada : la Direction générale de l'automobile, des transports et des technologies numériques, le Programme de financement des petites entreprises du Canada, l'Office de la propriété intellectuelle du Canada, l'Unité des politiques coopératives et Direction du tourisme; de même que nos partenaires externes : l'Agence de promotion économique du Canada atlantique, la Banque de développement du Canada, Affaires mondiales Canada, Exportation et développement Canada, Emploi et Développement social Canada, l'Agence fédérale de développement économique pour le Nord de l'Ontario, l'Institut de la statistique du Québec, le ministère du Développement économique, de la Création d'emplois et du Commerce de l'Ontario et Services publics et Approvisionnement Canada.

2020